



*L'anarchie:
Utopie ou nécessité ?*

*Par les Jeunes
Libertaires de
Toulouse*



Qui sommes nous ?

Une réaction à l'organisation actuelle de la société. Les Jeunes Libertaires forme un groupe de jeunes organisés selon les principes libertaires : horizontalité, autogestion dans la diffusion des idées anarchistes et révolutionnaires ... où chacun s'investit pour construire une société égalitaire, solidaire, non-autoritaire, sans chefs, ni prophètes.



<https://jeuneslibertaires.noblogs.org>



jeuneslibertairestoulouse@riseup.net



Jeunes Libertaires - Toulouse

L'anarchie : Utopie ou nécessité ?

« Il est inévitable, il est même juste, que nos plus hautes intuitions apparaissent comme des folies, sinon comme des crimes, lorsqu'elles arrivent indûment aux oreilles de ceux qui ne sont ni faits pour elles ni prédestinés à les entendre. » (Fried N., 38 ans, chômeur)

« C'est utopique ... ». Combien de fois ces mots reviennent-ils lors des différentes discussions que l'on peut tenir à propos d'un changement d'organisation sociale ? On taxe souvent l'anarchisme d'être une utopie et donc les anarchistes de « doux rêveurs qui n'ont pas les pieds sur Terre ».

Déjà, qu'est-ce que c'est une « utopie » ?

Dans le sens encyclopédique du terme, « utopie » désigne un mode d'organisation sociale où tout fonctionne parfaitement avec précision et où la place sociale de chaque individu est déterminée en fonction de sa naissance ; l'expression vient du roman de Thomas Moore « *L'Utopie* » (1516), la république de Platon en est un exemple ... Évidemment, les anarchistes sont contre ces systèmes totalitaires, donc contre les utopies ...

« Utopie » vient du grec « *a-topos* » (« un lieu qui n'existe pas ») ; autrement dit, c'est une situation, une organisation sociale ou encore des faits **qui ne se sont jamais réalisés, qui ne se réalisent pas et qui ne pourront en AUCUN CAS se réaliser un jour ou l'autre, quoiqu'il adienne.**

A partir de là, deux questions me viennent naturellement à l'esprit :

1 : L'anarchisme est-il une utopie ? (partie I)

2 : Vivre véritablement mieux dans ce système autoritaire et capitaliste : n'est-ce pas de l'UTOPIE ?! (partie II)

1. L'anarchisme est-il une utopie ?

L'anarchisme, c'est l'« absence de pouvoir » (du grec « *an-archos* »), à ne pas confondre comme beaucoup le font avec « *anomie* » qui signifie une « *absence d'organisation* ».

L'anarchisme, c'est donc l'impossibilité pour quiconque de décider au nom d'un autre, avec ou sans son consentement. C'est pour cela que nous préconisons une organisation sociale différente, basée sur l'autogestion et la démocratie directe, sur l'entraide et la solidarité, sur l'accès à toutes et à tous à la gestion de leur quotidien par et pour eux-même; c'est enfin une société débarrassée du capitalisme, de l'exploitation sociale et économique où la logique n'est plus « *sois le meilleur et bouffe les autres* », voire « *obéis et ferme-là* » mais « *égalité pour tous* », « *à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses possibilités* » (pour le travail) et « *ni dominant, ni dominé* ».

On a d'ailleurs tendance à associer l'anarchisme à un « *état de trouble, de désordre dû à l'absence d'autorité politique* » (qui ne connaît pas la fameuse définition des plus objectives tirée du dictionnaire, largement relayée de manière complaisante par les médias ? Car, il est clair que l'intérêt du pouvoir est de nous persuader que sans gouvernement, il ne peut y avoir d'ordre ...).

Or, il est un point qui est volontairement passé sous silence, c'est que l'anarchie est un projet de société : en effet, l'absence de dirigeants qui font ce qu'ils veulent quand il veulent (1), de patrons tout-puissants qui gèrent « *leur* » entreprise pour leur profit personnel, d'armées qui soit-disant nous protègent des « *autres armées de barbares* » (2), de privilégiés ou de dominants qui dictent aux autres quoi faire, ... constitue la première partie de nos positions.



Le rejet et la critique, ce n'est intéressant que si c'est suivi de propositions :

Nous préconisons la gestion de la vie quotidienne « à la base », c'est à dire « *d'en bas* », d'où le terme d'**autogestion**. La **démocratie** directe est un système politique qui permet l'autogestion (du lycée, du quartier, des moyens de production, ...). Nous sommes donc partisans d'une organisation sociale fondée des principes de démocratie véritable, d'égalité sociale, politique et économique et de solidarité.

L'égalité sociale est l'abolition du système de dominant/dominé pour une égale considération de tous sans rapports hiérarchiques, l'égalité politique est la faculté pour chacun et chacune de participer à la gestion quotidienne de la vie collective et l'égalité économique une égale redistribution des richesses entre tous et toutes. Les trois sont interdépendantes et indispensables pour éviter d'aboutir à un simulacre de démocratie directe, pour des raisons que nous évoquerons plus bas ...

Le principe de la démocratie directe, que nous estimons être **une** des solutions viables, est plutôt simple à assimiler et à mettre en pratique, contrairement à ce que l'on CHERCHE à nous faire croire ... En effet, par le biais de mandatés élus pour accomplir une tâche (définie à l'avance par l'Assemblée Générale) et révocables à tout moment (si celui-ci venait à ne pas respecter ce qui a été décidé collectivement), la parole, la discussion, le débat sont détenus par toutes et tous, chacun contrôle sa propre vie. C'est de cette manière qu'il est illusoire de penser la démocratie directe sans égalité: imaginons un système de type « *participatif* » genre « *Motivé-e-s* »; si un groupe d'individus gère la politique, il est évident que certains seront exclus indirectement de la prise de décision, car il perdurera une inégalité économique influant sur la vie des individus (par exemple, un pauvre aura moins le temps de se consacrer à la gestion de la vie quotidienne puisqu'il essaiera d'abord de se remplir le ventre, alors que le riche pourra être présent à toutes les assemblées décisionnelles ...). Nous l'affirmons à nouveau: il est possible de changer les choses, de changer les rapports économiques, sociaux et politiques entre les individus.

En Argentine (Décembre 2001 et jusqu'à ce jour), la population s'est soulevée contre la dictature du FMI sur leur vie : l'austérité salariale réclamée par cet organisme rend en effet la survie de ces pauvres gens tout à fait insoutenable, si bien que spontanément et sans leader ni chef, ni parti d'« avant-garde », ils réalisèrent ce que certains qualifient d'« utopie » :

« *A Buenos Aires, les habitants s'organisent en « assemblées de quartier.* »

« [...] *Tous les soirs, dans la chaleur orageuse de l'été austral, ils sont des centaines à se réunir dans différents quartiers de Buenos Aires pour participer à des assemblées populaires nées dans la foulée des « cacerolazos » (concerts de casseroles) qui ont précipité, fin décembre 2001, la démission de l'ex-président Fernando de la Rúa et de son ministre de l'économie, Domingo Cavallo.* »

« *Ils se retrouvent sur les places publiques, qui prennent des airs de kermesse joviale malgré la gravité de la crise sociale sans précédent qui secoue le pays. « Qu'ils s'en aillent, tous ! » : ce slogan, qui vise aussi bien les politiciens, les juges, les banquiers ou les syndicalistes argentins, mais aussi le FMI et les groupes étrangers qui contrôlent les services publics, est le leitmotiv de toutes ces assemblées, des faubourgs les plus pauvres de la Boca ou de San Telmo, au Sud, jusqu'aux quartiers plus élégants de Colegiales ou de Belgrano, au Nord. Tous les dimanches, les différentes délégations de quartier tiennent leurs états généraux dans l'immense parc Centenario, où les orateurs se succèdent pour informer du travail dans chaque quartier et proposer de nouvelles consignes de lutte. [...]* »

« *Bannis de ces assemblées et ne pouvant plus sortir dans les rues sans risque d'être injuriés ou agressés, les hommes politiques argentais regardent désormais, au journal télévisé, ces citoyens, respectables femmes au foyers et quinquagénaires en colère qui, il y a encore quelques mois, savaient paisiblement les reality shows sur le petit écran de leur salon (NDLA: Ca doit leur foutre les boules que la population de lobotomisés ait pris en mains son destin en lâchant cet instrument de contrôle social qu'est la TV).*

Toutes les décisions se prennent par un vote à main levée ; aucun orateur ne peut parler au nom d'un parti politique ; les postes de délégué sont rotatifs et l'information circule par Internet – avec une quinzaine de sites, des radios ou des petits journaux de quartier.

« *Les nerfs à vif, exténuée et désabusée, la classe moyenne retrouve un peu d'espoir à travers la solidarité. [...] « Au moins, ici, sur la place, je me sens moins seul ; je parle avec des voisins que je ne connaissais même pas auparavant et on essaie de s'entraider. »*, assure Pedro. [...] Ici, la plus grande peur est d'être manipulé ou infiltré par des partis politiques ou des services de police. A bonne distance, des partis de gauche ont installé des stands. « *Les cacerolazos nous appartiennent ; ils n'appartiennent pas aux militants politiques qui nous regardent avec mépris et cherchent à nous imposer une expérience dont nous n'avons pas besoin. »*, s'exclame Mario, un retraité des chemins de fer qui n'a pas touché sa retraite de 250 pesos depuis trois mois.

« *Personne ne sait sur quoi peut déboucher cette forme inédite de mobilisation populaire. Mais elle fait désormais partie de la vie quotidienne de la classe moyenne argentine ... » (3)*

A ce résumé de la situation en Argentine, qui prouve que la démocratie directe – vecteur de l'autogestion – est viable, nous allons dire deux mots sur celle de l'Algérie, notamment de la Kabylie. Voulant vous épargner un long et fastidieux exposé sur le contexte et tout le tralala (d'autant plus qu'il est impossible d'être formel sur la situation exacte à moins d'être là-bas), j'ai décidé de ne recopier que le « *Code d'honneur des délégués* » des assemblées populaires souveraines nommées « *Aarchs* », car celui-ci annonce la couleur d'emblée sur le type de fonctionnement de ces assemblées de villages (à savoir la démocratie directe !) :

« **Les délégués du mouvement s'engagent à :**

1). Respecter les termes énoncés dans le chapitre des principes directeurs des coordinations des Aarchs, Daïras et Communes.

- 2). Honorer le sang des martyrs en continuant le combat jusqu'à la satisfaction des revendications et à ne pas exploiter leur mémoire à des fins lucratives.
- 3). Respecter l'esprit résolument pacifique du mouvement.
- 4). Ne mener aucune activité et action qui visent à nouer des liens directs ou indirects avec le pouvoir.
- 5). Ne pas utiliser le mouvement à des fins partisans et ne pas l'entraîner dans des compétitions électoralistes ou dans des options de prise de pouvoir.
- 6). Ne pas accepter de poste politique quelconque dans les institutions du pouvoir.
- 7). Faire preuve de civisme et de respect vis-à-vis de leurs pairs.
- 8). Ne pas donner au mouvement une dimension régionaliste sous quelque forme que se soit.
- 9). Ne pas se substituer à la structure appropriée en matière de communication.
- 10). Manifester leur solidarité agissante vis-à-vis de tout délégué qui subirait des conséquences fâcheuses suite à son activité dans le mouvement. »

Nous ne sommes pas des utopistes, de nombreuses expériences dans le temps et dans le monde sont là pour le prouver.

Un changement de société n'est pas invraisemblable, quoique puissent en penser les blasés et résignés du genre « *on n'y arrivera jamais* » : en 1780, vous n'auriez pas trouvé une personne hormis quelques « *illuminés utopistes* » pensant que vivre sans roi était possible. Les temps

changent, les idées aussi. Non, nous ne sommes pas arrivés à la **fin de l'histoire** comme certains semblent le penser ; jamais nous n'aurons atteint un seuil où rien ne pourra plus évoluer. Si l'objectif d'il y a 3 siècles était de supprimer la monarchie et l'arbitraire (ce qui semblait déjà un énorme pas en avant !), celui de nos jours est de vivre en solidarité sans « *têtes-pensantes* » qui auraient pour fonction de nous dire quoi faire et pas faire sans que l'on n'ait notre mot à dire. Et une fois cet objectif atteint, il faudra encore et encore chercher à améliorer, à modifier, à perfectionner ... jusqu'à ce que l'humanité s'éteigne d'elle-même ...

Le monde n'est que ce que les gens veulent qu'il soit !

En revanche, je ne saurai vous conseiller autre chose de plus important que de tirer des leçons de l'histoire. C'est pour cela que je pose cette deuxième question :



La révolution de 1936 en Espagne et la Commune de Paris sont deux épisodes historiques intéressants.

DIEU ET L'ETAT

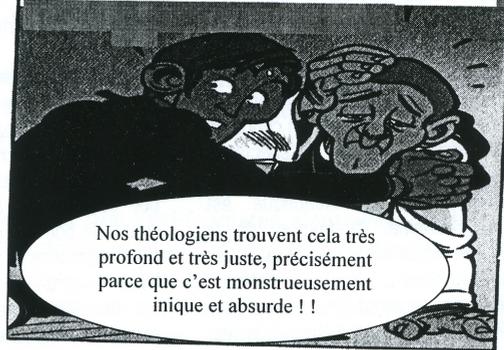
~Bluette théologique~

Scénario : Bakounine

Dessins : Gazzotti

Adaptation : Istroïf

Dieu et sa prescience auraient dus avertir l'Homme de ce qui devait arriver. Au lieu de cela, il les maudits dans toutes les générations a venir.



En effet, il fallait un bien profond mécontentement de la vie, une bien grande soif du cœur et une pauvreté

Le christianisme serait la religion par excellence parce qu'il expose et manifeste l'asservissement et l'anéantissement de l'humanité au profit de la divinité.



a peu près absolue de l'esprit pour accepter l'absurdité chrétienne.



L'idée de Dieu implique l'abdication de la raison et de la justice humaines, elle est la négation la plus décisive de l'humaine liberté et aboutit nécessairement a l'esclavage de l'homme.



Dieu apparaît, l'homme s'anéantit ; et plus la divinité devient grande plus l'humanité devient misérable.



Si Dieu est, l'homme est esclave ; or l'homme peut, doit être libre, donc Dieu n'existe pas.

Et si Dieu existait réellement ?



**IL FAUDRAIT LE FAIRE
DISPARAÎTRE !!**

ÉMILE POUGET

(1860-1931)

Vous explique :

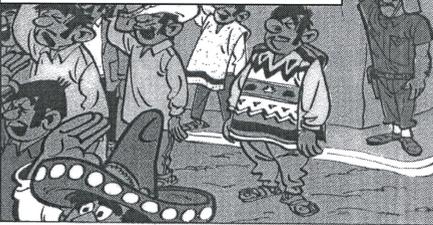
L'ACTION DIRECTE



est la symbolisation du syndicalisme agissant, elle signifie que la classe ouvrière n'attend rien des forces extérieures à elles,



mais qu'elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi ses moyens d'action. Que contre la société actuelle qui ne connait que le citoyen se dresse le producteur.



Contradictoire avec le fonctionnement des agrégats démocratiques dont le mécanisme obligé est le système représentatif qui implique, à la base, l'inaction des



Elle a une valeur éducative sans pareille.



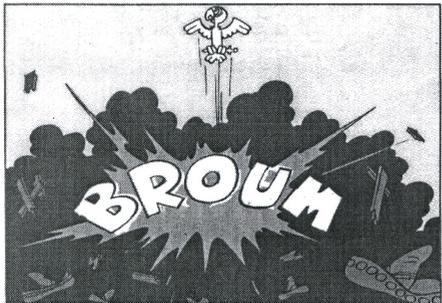
Les organisations que vivifie sa pratique n'ont garde de se confiner dans l'attente de la transformation sociale, elles vivent l'heure qui passe avec toute la combativité possible.



Ainsi résulte-t-il que l'idéal poursuivi, loin d'être obscurci ou négligé,



La force numérique n'est vraiment efficace au point de vue révolutionnaire que si elle est fécondée par l'initiative des individus, leur spontanéité.



Il n'y a pas de forme spécifique de l'A.D. Certains, très superficiellement informés, l'expliquent par un abattage copieux de carreaux.

L'action directe portée à son maximum :

la grève générale.



Note à benêts : ne pas prendre au sérieux l'amalgame foireux entre action directe et terrorisme.

Fin de la pause BD.

2. Vivre véritablement mieux dans ce système autoritaire et capitaliste : n'est-ce pas de l'utopie ?!

Que ce soit en l'« aménageant », en le « restructurant », en le « réformant », en le « marxisant », en le « Tobbinisant », ou en créant de pseudos « contre-pouvoirs », « démocratie participative », et autres « contrôle citoyen », l'arnaque est la même ...

La démocratie représentative, système dans lequel on vit et basé sur la délégation de notre pouvoir, de notre « voix » à tous les échelons de notre vie : élections représentatives de tous types comme les présidentielles, législatives, prud'hommales, « délégués » d'entreprises. Celle-ci a fait ses preuves et a donné tout ce qu'elle pouvait offrir de bon : RIEN !

Nous n'avons pas le moindre mot à dire sur l'organisation du système dans lequel on vit : c'est pourtant le MINIMUM, car c'est justement nous qui y vivons, car c'est justement de nos vies qu'il s'agit ! Que l'on aille ou pas voter, le résultat est identique puisque l'on ne gère rien de notre vie quotidienne : la différence est que lorsqu'on va voter, on en a l'impression ...

Depuis des siècles, nous refaisons sans cesse les mêmes erreurs, à savoir déléguer sans contrôle et sur un plateau d'argent les clefs du pouvoir et de la décision sur nos vies à quelques élites, « professionnels de la politique ». A chaque élection, le discours et les espérances sont les mêmes : « *Ca va changer* ». Et quand bien même nous serions blasés et dégoûtés, cela donnera à propos du nouveau candidat jeune et « *branché-in the-mouv'* » (4) : « *Cette fois, c'est le bon* ». (5)

Depuis plus de 50 ans pour la France, c'est nous qui choisissons nos gouvernants. Depuis 50 ans, nous espérons qu'enfin LE leader, LE chef idéal arrive au pouvoir avec son équipe honnête et travailleuse, élimine la corruption, prenne en compte les intérêts des travailleurs, des individus quelqu'ils soient, bref, de tous les « gouvernés », de tous ceux qu'il est censé représenter. Bien que cette situation ne me satisfasse pas plus que ça (ma situation sociale et économique resterait la même...), celle-ci est IMPOSSIBLE, et ceci pour 3 raisons :

Pour emprunter les mots de Rousseau : « *le souverain peut bien dire « je veux actuellement ce que veut tel homme », mais il ne peut pas dire « ce que voudra cet homme demain, je le voudrai encore »* puisqu'il est absurde que la liberté se donne des chaînes pour l'avenir. Quand bien même qu'un super-dirigeant-honnête-cool-sympa-pas menteur-hyper balèze (6) arrive un jour au pouvoir et qu'il réponde réellement aux besoins de la majorité des personnes, là encore, ce que voudront les individus plus tard, nul ne peut le deviner : donner sa « voix », déléguer son pouvoir à quelqu'un – autre que pour une situation **précise et donnée** – revient à offrir un chèque en blanc et cela chaque jour pendant 5 ans à une bande d'escrocs qui n'ont PAS de comptes à rendre !

Il est un « *axiome* » facilement vérifiable dans la vie quotidienne qu'il devient urgent d'assimiler. Cet axiome est une base qui peut s'utiliser dans tous les cas de figure. Vérifiez-le d'ailleurs par vous-mêmes :

Le pouvoir pourrit !

Il n'y a personne, aussi sincère et motivée qu'elle ait pu être au début, qui n'abuse à terme du pouvoir que l'on lui donne. Cela est encore plus juste lorsqu'aucun contrôle n'est exercé sur cette personne de manière à ce qu'elle rende des comptes aux « dominés ». Là encore, j'emprunte les mots d'un autre : « *Prenez le révolutionnaire le plus radical et placez-le sur le trône de toutes les Russies ou conférez-lui un pouvoir dictatorial [...] et avant un an, il sera devenu pire que le tsar lui-même !* » (7).

Pourquoi sans cesse refaire les mêmes erreurs tout au long de l'histoire ? Depuis que l'homme est homme, on assiste au même phénomène chez ceux qui reçoivent (avec notre assentiment !) notre souveraineté et la clé de la décision sur nos vies.

Comment ne pas remarquer au quotidien que le pouvoir modifie les rapports entre les individus, qu'il change la vision des choses des « nouveaux chefs » ?

C'est pour cette raison que nous n'avons jamais donné de crédit – et cela n'est pas près de changer ! – à une éventuelle « dictature du prolétariat ».

Beaucoup de soi-disant révolutionnaires pensent cette période « transitoire » comme obligatoire pour arriver (un jour?) à la société future: durant cette période, des ex-prolétaires/exploités/dominés (même si historiquement, les prolétaires ont rarement dirigé la « dictature du prolétariat »), « sachant » ce que veut le peuple, prendraient les rênes de la nation et la guiderait soi-disant vers un monde égalitaire et non-autoritaire.

Pourquoi cela ne s'est-il jamais réalisé dans les pays marxistes ?

Le pouvoir pourrait ceux qui s'en servent : mettez un ouvrier dans un beau fauteuil et devant un joli bureau de dirigeant, donnez-lui des privilèges, des droits sur d'autres ouvriers et, aussi sincère et motivé qu'il puisse avoir été au début, cet ex-ouvrier se révélera être à terme le plus abominable patron qui soit. **Ceci n'est pas supposition mais constatation.**

Cessons de rêver, il n'est pas de sauveur suprême (8) : Ni Dieu, ni Marx, ni Trotsky (ni aucun chef) ! Pourquoi, au nom de quoi devrions-nous remettre à d'autres le pouvoir de nous diriger, de choisir pour nous et de les laisser gentiment nous faire remarquer à coup de matraques et de Poivre de Cayenne que nous ne sommes pas dans la voie qu'ils ont tracé pour nous ?

Qui sont ces dirigeants pour qu'on leur confie tout cela ?!

Sont-ils des êtres supérieurs qui auraient la science infuse ou bien des connaissances mille fois plus étendues que les autres; ; sont-ils des hommes/femmes doué-e-s de pouvoirs surnaturels ou assimilés ?!

Et quand bien même ce serait le cas, pourquoi auraient-ils le droit de diriger notre vie pour nous ?

Si des extra-terrestres supra-« intelligents » et ultra-développés débarquaient sur la Terre et nous disaient tout naturellement : « *Salut les gars : on est plus balèzes que vous, donc vous nous obéirez quoiqu'il arrive (notez qu'en plus on est sympa car vous pourrez choisir tous les 5 ans parmi les nôtres le chef que vous voulez !)* », et bien c'est tout aussi naturellement qu'on les enverrai se faire foutre en les invitant à retourner sur Mars pour aller voir si on y est !

Alors ... des escrocs de la pire espèce, des menteurs, des truands, des salauds pourris jusqu'à la moelle, des assassins (par hommes de main interposés : le sang, c'est dégueu' sur les mains ...), des marchands d'armes, des flics, des détourneurs de fonds, des ordures démagos indignes de toute confiance, des patrons, des lâches qui ne meurent jamais des guerres qu'ils déclenchent, des barbares qui expulsent des familles entières et les jettent à la rue sans ressources, des contaminateurs de sang ... auraient-ils une bonne raison de nous commander ? Ces politiciens sont peut-être les pires de nous tous ! Quel crédit accorder alors à leurs ordres ? Car je le répète, seraient-ils parfaits et surdoués, je ne leur confierai en aucun cas le contrôle de ma vie ... alors à des politiciens ...

Le capitalisme nous a montré depuis ses origines jusqu'à nos jours ce qu'il avait dans le ventre : la mort, l'exploitation et le vol de nos vies, la destruction de l'environnement, le mensonge...

Ces affirmations ne sont pas gratuites, elles se vérifient au quotidien, dans l'actualité, dans l'analyse de sa vie et de ses actes.

Alors à tous ceux qui critiquent la doctrine anarchiste en la taxant d'utopie, évitez de jouer l'« *avocat du diable* » : par pitié, ne me faites pas l'affront d'oser parler après de « *réforme* » du capitalisme, voire de « *capitalisme à visage humain* » comme le prétendent ATTAC et compagnie ! Quelle belle utopie que de croire en une réforme « *humaine* » de la mort, de l'exploitation, du vol, de la destruction de l'environnement et du mensonge aliénant ! (9) Quels sont donc ces utopistes fiers de leur bêtise, bourgeois bien au chaud et « *rebelles* » de salon ? A un p'tit indonésien de 8 ans, exerçant un travail à la chaîne tellement abrutissant et humiliant dans des conditions intolérables et payé des miettes, comment peut-on avoir le culot de dire : « *Tu es exploité et nous voulons adoucir ta souffrance : nous nous proposons de taxer les gros investisseurs et de reverser cet argent aux victimes du capitalisme. Ainsi, ton salaire d'esclave passera de 15 centimes/ jour à 47 centimes/jours ...* ».

Le problème avec le réformisme (c'est à dire « *partisan de réformes* » : **garder la base, le fond du système et changer juste des points de détails dans la forme** ; en opposition au mot « révolutionnaire », qui est une transformation radicale, s'attachant à **changer la base elle-même du système**) est qu'il ne vise nullement à remettre en cause le fond de l'exploitation, de l'aliénation, de la domination, des horreurs engendrées par le capitalisme ...

Son seul but est d'essayer de rendre **vivable** un monde **créé par la souffrance** (esclaves, « *prolétariat* » depuis le début du 19ème siècle, etc...), qui **se nourrit de la souffrance** pour exister (pour survivre, les profits sont indispensables d'où d'innombrables dérives flirtant avec l'impensable) et qui **ne doit sa domination et son omnipotence que grâce** à des pratiques meurtrières répandant la **souffrance** ...

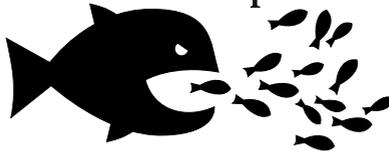
Beau délire utopique que de croire arriver un jour à changer la forme sans changer le fond, puisque les deux sont étroitement liés !

Où est le problème ? Réside-t-il uniquement dans le salaire misérable reçu par l'enfant, le vieillard, le travailleur exploité ? Réside-t-il alors seulement dans les conditions de travail seulement ? Dans les brimades quotidiennes reçues du maton, du patron, du p'tit chef local ?

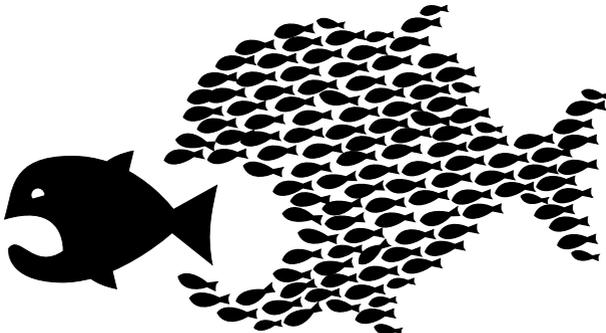
Non, non, non et non ! Le problème, inhérent au capitalisme est celui du **travail salarié** : il réside dans la vie de perpétuel inférieur de la masse, en opposition avec celle d'une minorité de dominants riches et influents ! Toutes ces choses sont liées : le salaire est le plus faible possible pour assurer une optimisation des bénéfiques ; les conditions de travail sont intolérables car le but est de produire le plus vite possible ; les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont pas respectées car l'idée est de produire à moindre coût ; les brimades, la pression, le contrôle social pesant et le harcèlement moral ne sont autres que les outils du capitalisme pour produire toujours plus, toujours plus vite.

Tous ces problèmes n'en forment qu'un, celui qui les engendre par sa seule existence : le capitalisme.

Tous ces problèmes n'ont donc qu'une solution : la destruction du capitalisme.



ORGANIZE!



Modifiez un aspect de la forme - le salaire par exemple - en ne touchant pas au fond - le capitalisme - et le résultat sera le même : les firmes produiront plus vite, feront encore plus d'impasses sur l'hygiène, la sécurité, boosteront leurs employés en les harcelant moralement ... tout cela car si une entreprise ne fait pas de profit en système capitaliste, son sort est jeté : elle crève. C'est donc dans la nature même du capitalisme d'engendrer de telles choses. Une réforme est impossible. C'est même de l'utopie ...

Les travailleurs du Tiers-Monde vivent dans une misère noire, ceux de l'Occident dans une misère un peu moins noire (disons grise) ?! Le but du jeu n'est pas de rétablir dans le monde le niveau d'exploitation au même niveau pour empêcher la concurrence des pays où la main-d'œuvre est moins élevée, par souci d'équité ou par moralisme chrétien se donnant bonne conscience !

Ce qu'il faut, c'est une planète où les individus gèrent eux-mêmes la production et se débarrassent de toute l'aliénation assimilée au travail. Par essence même, le capitalisme fait des ravages et ce n'est pas en dédommageant financièrement quelques pèlerins de leur vie gâchée d'esclave que les choses vont aller mieux !

Le rôle d'ATTAC&Co devient tout de suite plus clair : en aidant le capitalisme à essayer de résoudre certaines de ses contradictions, ils le fortifient pour qu'il se perpétue ! Son rôle est alors bien celui d'une avant-garde du capitalisme!

Qu'est-ce donc que cette « Attac » de « rebelles » embourgeoisés, économistes à la solde du capital, formant le dernier rempart maintenant le capitalisme ; qu'est-ce donc que ces utopistes qui légitiment le capitalisme et tout ce qui l'accompagne en proposant de taxer de 0,1 % des pourritures ? Car ce fric, c'est sur notre malheur qu'il a pris forme.

« *L'argent ne fait pas le bonheur, mais le malheur fait l'argent* » comme dirait l'autre.

De plus, la théorie de la taxe Tobin ne précise absolument pas COMMENT cet argent serait reversé aux « victimes du capitalisme » (c'est à dire 95% de la population) : quand on sait que moins de 1% de « l'aide au développement » fourni par la France arrive à destination, on peut se demander qui est utopiste ! Quand on voit que l'argent « en soutien aux sinistrés d'AZF » n'est jamais arrivé, on peut se demander comment des milliards et des milliards seraient redistribués à toutes les victimes du capitalisme sans que 95% ne disparaisse au passage ! A coup de baguette magique ?! Pour finir, c'est se foutre de la gueule du monde que de faire des promesses sur le long terme alors que déjà sur le court terme, rien n'est fait (Attac a compté pendant plusieurs années 50 députés de l'Assemblée Nationale dans ses rangs) !

Nous ne voulons pas une amélioration du système politique, social et économique en place, nous voulons son remplacement par un ou des systèmes de vie collective, autogérés, au sein desquels chacun-e ait son mot à dire, dans lesquels l'entraide est le but (et non la concurrence).

Les propositions de réformes du système capitaliste mondial ne sont que de naïves illusions qui permettent à celui-ci de perdurer grâce à quelques semblants de « démocratie ».

Concrètement, les réformes proposées par quelques groupes politiques et/ou associatifs (taxe Tobin, revenu garanti, etc...) ne changent rien aux rapports sociaux actuels et ne font qu'accroître la soumission massive des populations aux pouvoirs politiques.

Comment nous faire croire que cette fumisterie, cette pseudo-« ATTAC », soit une solution aux problèmes ?

Car il est des tares, liées au capitalisme par un lien tellement étroit qu'il est impossible de s'en débarrasser sans se débarrasser du capitalisme lui-même :

Tout d'abord, l'exploitation : la logique du capitalisme se base sur la possession par certains des moyens de production (achetés par une fortune héritée, gagnée à force d'exploitation ou encore par magouille) et sur le travail salarié, donc sur le temps acheté aux employés par le propriétaire, le patron.

Ce patron va donc faire travailler des individus qui seront rétribués en fonction du nombre d'heures de travail qu'ils ont effectués (nous ne nous préoccupons pas ici des heures sup' non payées voire des vacataires pas payés du tout) et les produits créés seront directement vendus pour le profit du patron.

Aujourd'hui, une heure de son temps vaut entre 5,44 € et 20 € selon l'emploi exercé : amusez-vous, faites le calcul pour savoir combien vaut une existence en France ... Waouh, c'est génial, en bossant toute sa vie, on peut en acheter des choses ! Peu importe si on a claqué avant de pouvoir en « profiter » un peu à 65 ans, l'important est de CON-sommer...

« Armées de zombies au boulot, à la chaîne ou dans les bureaux ; transformé en esclave passif, tête-légume sur tube digestif ; c'est ça le miracle du capital : on te donne de la merde et tu l'avales ; tu crèveras en comptant tes points-retraite, sinistre existence honnête » (10).

Tous les matins, c'est la même chose. Tous les matins, frustration incommensurable et ô combien humiliante : commencer la journée par se forcer à se lever, sortir péniblement du lit parce qu'« il le faut », chercher chaque matin une raison valable de se réveiller si tôt (je dois avouer être à court d'arguments...), en somme faire quelque chose CONTRE sa volonté.

J'adore me lever à 6:30, tous les matins, à moitié endormie, prendre le même petit déjeuner de merde, suivre la même routine de merde tous les matins ; puis le même bus à la même heure ou le même trajet avec les mêmes embouteillages (pour ceux qui ont une voiture) pour arriver à destination: 8 heures de boulot inintéressant, duquel on est lassé en moins d'un mois ...

Rentrer chez soi, avec la même routine exaspérante : faire la lessive, préparer la bouffe, s'occuper des mêmes si on en a, faire les choses qu'on a à faire, manger ...

Résultat des courses : il reste de TOUTE la journée quelques maigres heures après dîner, quelques malheureuses heures où la fatigue nous empêche de faire quoique ce soit ... A part regarder un film à la TV, histoire de s'anesthésier un peu plus ...



Puis dodo et rebelotte le lendemain. On en arrive assez vite à se chercher des excuses, à attendre avec impatience le week-end libérateur (on pourra dormir deux heures de plus et aller faire les courses, c'est génial d'avoir un peu de temps libre !), ou les lointaines vacances (5 semaines par années !). Je veux profiter de ma vie pleinement dès aujourd'hui, je ne veux pas attendre soixante-cinq ans pour me lever tard si j'en ai envie, pour lire quelques bouquins, me promener ... En bref, pour vivre !

On me vole ma vie et je devrais courber l'échine ?! Je devrais attendre comme une conne la grâce de mon patron, qui m'« *accorde* » s'il le veut bien des congés ridicules aux dates qui m'intéressent ?!

PERDRE MA VIE A LA GAGNER ?! On me rétorquera que « *de toutes façon, ON N'A PAS le choix* » ...

Et je répondrai : effectivement ! C'est d'ailleurs là où réside le problème !

Gâcher sa jeunesse, ses plus beaux jours, des moments merveilleux qu'on ne retrouvera plus, des expériences inconnues; mais, en échange : de nombreuses déceptions, des espoirs mis à la poubelle, faire le bilan de sa vie à soixante ans et pleurer de regrets, constater les larmes aux yeux combien le temps a défilé vite, trop vite, sans que l'on puisse en profiter ... Beaucoup trop de temps PERDU ... en vendant son temps à l'employeur.

Ou alors profiter de son existence dans toutes ses variations, visiter d'autres contrées, jouir pleinement des quelques années où nous sommes sur cette Terre, avoir de vrais projets pour l'avenir, en bref : VIVRE ... en ne travaillant que quelques heures par jour pour la collectivité ou soi, avec l'assurance d'un toit et d'un repas quelque soit notre activité professionnelle ...

Le travail volontaire a cet avantage indéniable qu'il est motivant et attrayant. On ne se force pas à faire quelque chose mais c'est une envie, un service : varier les métiers, les occupations est le meilleur moyen d'être autonome et de savoir se débrouiller seul.

Il est vrai qu'officiellement, nous possédons actuellement la « *liberté de choisir* » si l'on veut travailler ou pas ... mais en réalité, l'option « *je veux vivre ma vie* » est très difficile à assumer à long terme : ce n'est pas non plus agréable de galérer constamment pour survivre. Ça n'est pas non plus agréable de faire le même boulot toute sa vie : combien de passionnés ont été dégoûtés à force d'être obligés coûte que coûte d'exercer la même profession ?

Ce système des plus pervers fait que des individus se tuent à la tâche pour qu'un pourri puisse faire de gros bénéfices et vivre comme un roi sur leur dos : pourquoi rester le salarié, l'employé d'un autre, du propriétaire des moyens de production ? Ces moyens de production, qui nous servent à vivre, sont un bien collectif dont nul ne peut s'emparer sans léser les autres. Les choses qui sont ainsi produites appartiennent à toutes et à tous puisque les ressources qui ont permis la création d'un tel produit appartiennent à toutes et à tous.

De cette manière, quiconque s'empare des moyens collectifs de production en disant pour je ne sais quelle raison : « *ceci est à moi* », quiconque paie des individus pour lui servir de machine et bénéficier de leur travail pour s'enrichir en parasite, quiconque dépossède les travailleurs de leur production est un VOLEUR. « *La propriété [des moyens de production], c'est le VOL !* » disait Proudhon.

Un couplet de Vaneigem disait en 68 : « *le travail TUE, le travail PAIE : le temps s'achète au supermarché ; le temps payé ne revient plus, la jeunesse meurt de temps perdu ...* ».

L'imbrication de cette logique dans celle du capitalisme (de la propriété privée des moyens de production jusqu'au salariat assassin) rend le choix assez simple : vivre ou survivre, vivre ou mourir. Croire que ces choses n'existeront plus sans la destruction du capitalisme, c'est de l'UTOPIE.



Ensuite, la mort : comment ne pas être indigné du pillage des ressources dans le Tiers-Monde par les grandes firmes capitalistes ? Ils volent la terre, les ressources naturelles du monde entier, ensuite ils embauchent à un salaire DÉRISOIRE des travailleurs et puis ils revendent les produits transformés et gardent le profit réalisé. Ils, ce sont les rapaces qui foncent dès qu'il y a des profits à faire, même s'ils sont obtenus par le malheur, la mort et la souffrance.

Ils c'est par exemple Nestlé (ou les autres multinationales de l'agro-alimentaire), qui, profitant de la vétusté et du manque d'équipement des hôpitaux de ces pays en voie de développement y effectuent des visites régulières au cours desquelles des agents de ces compagnies font des dons officieux en argent aux infirmières et médecins et quelques promesses de soutien financier en échange de la promotion de leurs produits auprès des mères. Celles-ci reçoivent ainsi des échantillons gratuits de poudre de lait et repartent chez elles avec des biberons et des tétines « *généreusement offerts* », convaincues que la nourriture industrielle du « *nord* » conviendra mieux à leur bébé.

Cependant, du fait de l'absence d'eau pure, de stérilisateurs à biberons et d'argent pour renouveler le stock de boîtes de lait en poudre, cet espoir tourne généralement vite au cauchemar. Les risques sanitaires dus à une mauvaise utilisation du lait déshydraté provoquent des agressions microbiennes, virales et parasitaires.

Le manque d'argent pousse aussi souvent les parents à diluer la poudre au maximum, ce qui provoque une malnutrition chez l'enfant. Ainsi, beaucoup d'entre eux meurent de ce fait, de déshydratations diarrhéiques et de maladies respiratoires ou virales. Si les mères sont souvent mal nourries, l'allaitement au sein pourrait au moins leur permettre de transmettre à leurs bébés les anticorps nécessaires à leur survie, ce que le lait en poudre ne fait pas. Mais une fois qu'une femme a opté pour le lait en poudre, grâce à la promotion meurtrière de Nestlé et consorts, elle ne peut plus revenir en arrière car son corps cesse de produire du lait au bout de quelques temps.



Même si ces faits sont connus des multinationales en question, même si un important boycott organisé dans certains pays du Nord a terni leur image, malgré les traités signés, une récente enquête menée dans plus de 150 hôpitaux a prouvé que ces multinationales continuent délibérément de tout faire pour inciter les femmes à renoncer à l'allaitement maternel et il en résulte que 44% d'entre elles font le choix d'allaiter leurs enfants. Outre Nestlé, plus de trente sociétés commerciales (Danone pour la France) mènent cette horrificante politique « *éducative* » dans le Tiers-Monde pour le seul profit de leur tiroir-caisse.

Ils, ce sont ceux qui dans le fin fond de l'Amazonie condamnent des Indigènes U'wa au suicide collectif : cette communauté refuse de laisser les grandes compagnies de pétrole piller les ressources qui appartiennent à tout le monde et préfère disparaître en masse plutôt que de le cautionner ...

Ils, ce sont les vendeurs de mort qui exportent depuis tous temps des armes en tout genre, de la machette au tank, du canon au lance-roquette en passant par les mines anti-personnels et les bombes toujours plus meurtrières.

Ils, ce sont les pilliers impérialistes qui achètent à prix de revient les cultures et céréales des pays pauvres (après avoir graissé la patte aux dictateurs ou notables locaux) pour nourrir le bétail occidental. « *On vole le grain du pauvre pour nourrir la vache du riche* » disait M. Milner.

La moitié exactement de la récolte céréalière mondiale sert aujourd'hui à engraisser les animaux : 60% des importations de produit de fourrage proviennent des pays en voie de développement. Dans ces pays, 40 000 enfants meurent de faim chaque jour, 1,3 milliards d'êtres humains souffrent de malnutrition et chaque année 50 millions d'êtres humains meurent de faim ou de maladies engendrées par la faim. Pourtant, une telle aberration, un tel déséquilibre pourrait sérieusement et de manière parfaitement envisageable être réduit en peu de temps (sous réserve de reprendre le contrôle de la production en se débarrassant du capitalisme !).

On imagine mal un gros patron ponte du marché céréalier se soucier des morts de faim un jour alors que des centaines de milliers ne sont déjà plus de ce monde par sa faute. En effet, on pourrait nourrir 100 millions d'hommes supplémentaires en réduisant seulement de 10% la consommation de viande dans les pays industrialisés ! Les gros lobbies de la nourriture céréalière et carnée se gardent bien de faire la promotion de telles études promouvant le végétarisme et on comprend pourquoi ! L'impérialisme capitaliste est toujours présent, pour le malheur des pays pauvres ... Et il y en a qui s'étonnent encore qu'il n'y ait rien à bouffer là-bas, qu'ils n'y ait pas de nourriture sur place - car ils doivent racheter leurs propres récoltes ! Ils s'étonnent de ces famines qui tuent régulièrement par dizaine de milliers !

Ils, ce sont les mêmes impérialistes occidentaux qui gaspillent et provoquent des milliers de mort : sur un hectare de terre où l'on produit seulement 50Kg de viande de bœuf, on pourrait aussi bien produire dans les pays industrialisés (comme dans les pays les plus pauvres, selon le type de culture) 4 tonnes de pommes, 10 tonnes de tomates, 8 tonnes de pomme de terre et 12 tonnes de céleri par exemple. De quoi laisser songeur, quand on voit le discours que nous tiennent les officiels du FMI ou de la Banque Mondiale qui affament en spéculant ...

Mais il est aussi essentiel de souligner qu'il y a une différence entre « *famine* » et « *disette* » : de nos jours, les famines sont en effet très souvent organisées (excellente arme de pression politique) et ne sont que rarement le fruit d'un manque de nourriture dans le pays lui-même ... C'est en ce sens que la prétention des OGM à « *nourrir la planète* » est une hypocrisie à dénoncer car la bouffe est suffisante à la surface de la planète pour remplir tous nos ventres (pour preuve, la surproduction qui entraîne une overdose de nourriture dans les pays occidentaux (obésité ...)).



Ils, ce sont les firmes comme Nike qui, avec l'avènement du libéralisme, délocalisent leurs entreprises pour s'installer dans des pays (Indonésie, Vietnam, Maroc, Bangladesh, ...) où la législation sociale, fiscale, et environnementale est moins regardante et où la main d'œuvre est plus "*flexible*". Les énormes profits libérés sont en partie réinvestis dans la pub (3,5 milliards de francs en 1996 pour Nike). La réalité des conditions de travail sur le terrain dans les usines de sous-traitance où se fait l'essentiel de la confection est abominable et dénoncé par nombres d'organismes tels que l'UNICEF : bas salaires et heures supplémentaires obligatoires, mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité dans le travail, atteinte à la liberté syndicale, travail forcé et esclavagisme, travail des enfants, ...

En effet, les ouvrières rémunérées à la pièce, sont contraintes de faire des heures supplémentaires. En Indonésie, les ouvrières travaillent 12 heures par jour ce qui ne leur permet même pas de réaliser les quotas exigés par l'employeur pour toucher la totalité de leur faible salaire. Dans les ateliers souvent vétustes et mal équipés règne une chaleur étouffante où se mêlent vapeur d'eau et produits toxiques. Dans ces conditions, maladies (cancers du nez, leucémies, maladies de peau et anémies), accidents, évanouissements et troubles liés au surmenage sont fréquents. Se rajoutent à cela une surveillance permanente liée à des sanctions corporelles, insultes, menaces disciplinaires.

Et quand apparaît toute velléité d'organisations pour se défendre, voilà ce qui arrive : à Casablanca (Maroc) en 1992, des ouvriers adressent à la direction une pétition pour qu'elle respecte les droits syndicaux qui leur sont reconnus par la loi du pays. Réponse : 12 personnes sont licenciées. Les travailleurs du groupe Super Rifle se mettent alors en grève, obtiennent gain de cause, la direction engage des hommes de main pour intimider et casser le mouvement.

Le syndicat Union Marocaine du Textile proteste. Le secrétaire général du parti est alors emprisonné pendant 3 ans ... pour "*entrave à la liberté du travail*" ! Pire encore, au Pakistan, en Inde ... des adultes et des enfants sont maintenus en esclavage pour éponger des dettes fami-

liales dues à leur employeur en raison d'un salaire insuffisant pour faire face aux frais d'hébergement. Le Bureau International du Travail estime que 20 millions de Pakistanais (sur 130 millions) sont asservis pour dettes dont 7.5 millions d'enfants. On pourrait également évoquer le travail clandestin qui existe en Europe, le travail à domicile qui échappe à tout contrôle et empêche ainsi toute protection des travailleurs, ou encore de l'utilisation par la Chine et les États-Unis de prisonniers pour produire des biens de consommation courante dont on ne soupçonne pas l'origine.

En ajoutant que lorsque le pays lui-même prend des mesures pour « protéger » un minimum les travailleurs (par exemple droit des syndicats), Nike délocalise à nouveau dans un autre pays ! Ainsi, les pays sont contraints s'ils veulent garder ces entreprises chez eux de faire encore et encore plus d'impasses sur le droit du travail !

Ils, ce sont aussi les patrons du monde entier et autres firmes capitalistes transnationales, les impérialistes de tout bord et les marchands de mort qui ne sèment rien d'autre sur leur passage que le malheur et la souffrance.

Puis, le mensonge : la base même de l'idéologie capitaliste est que TOUT est marchandise. Par là-même, il est facile de comprendre l'absurdité à laquelle nous sommes confronté toute notre vie : à les entendre, il semblerait que l'on doive ACHETER SA VIE ! A la naissance, on nous explique que jusqu'à 18 ans, « *la maison fait crédit* » et les parents paient l'addition en se serrant la ceinture un peu plus. Puis vient le temps des hautes études pour certains (prolongation du délai accordé de bonne grâce à ceux qui en ont les moyens), du paiement cash de la facture pour les autres. De toute manière, personne n'y échappe. Un jour ou l'autre, il faut s'y mettre ...

Tu veux dormir ? Paie ! Tu veux manger ? Paie ! Tu veux boire ? Paie ! Tu veux pisser, avoir l'électricité, prendre un bain, te chauffer, le gaz, te déplacer ... Il faut de la monnaie, tu dois pour cela trimer, « *c'est pas bien de vivre comme un assisté* ».

STOP !

C'est quoi le délire ? A partir du moment où un individu quel qu'il soit naît sur cette planète, ces choses, besoins élémentaires, lui reviennent de droit ! Mais qui ne peut prétendre à jouir au même titre qu'un autre de boire l'eau de tous, de manger les fruits de tous, de cultiver la terre de tous ..? Quelle est cette GRANDE ARNAQUE qui vise à nous vendre nos vies pour pouvoir exister ?

Cette fois-ci encore, je mets quiconque au défi d'oser me raconter qu'une « réforme » du système est viable et pourrait permettre aux individus de vivre véritablement mieux, étant donné l'extrême perversité du capitalisme et de toutes les doctrines qui s'en inspirent ...

Face à ces utopies permanentes de la vie quotidienne, à ces idéalistes moyens de la vie de tous les jours qui espèrent, espèrent et ESPERENT encore et encore qu'« un jour, ça changera », tout seul, comme ça ... Que « les autres », « Ils » s'en chargeront ... « Moi, j'y comprends pas grand chose à tous ces trucs ; eux, ils savent mieux que moi ... ». Face à ces passifs résignés qui attendent d'un autre un meilleur destin, qui s'en remettent perpétuellement à des « professionnels » de la politique, du syndicalisme, de la contestation ... je n'ai que ces mots à leur crier : réveillez-vous ! On n'est pas dans Alice au Pays des Merveilles, aucun dirigeant n'en à rien à branler de votre vie, vous remettez constamment à plus tard l'heure du réveil ... Et lorsque la sonnerie fatidique retentira enfin, vous serez soit dans votre tombe, soit devenu des résignés, des passifs blasés et dégoûtés totalement amorphes et ayant perdu tout goût de lutter, sans aucune ambition d'émancipation, conformistes à souhait ... Bref, de quoi faire sourire jusque là tous les chefs et p'tits chefs à la recherche d'esprits soumis non contestataires à diriger ... Votre malheur fera bien le bonheur d'autres, ces mêmes autres en qui vous aviez jusque là une confiance aveugle ...

SORTEZ DE VOTRE RÊVE, VOUS ÊTES DES UTOPISTES !

Pour finir sur une évidence : personne ne peut plus aujourd'hui nier les ravages écologiques liés au capitalisme, qu'il soit d'ailleurs privé comme aux USA ou d'État comme dans tous les pays marxistes et autres pseudos-communistes. Que l'on se souvienne des catastrophes pétrolières (comme avec l'Erika mais aussi tant d'autres dans le monde chaque année sans que les médias ne nous parlent de quoique ce soit), des pôles chimiques à proximité des villes ou non (qui ne se contentent pas de polluer, de dégrader l'environnement et de fabriquer des bombes mais aussi de nous exploser au nez comme avec AZF), des gaspillages énormes de l'eau potable (avec certaines industries qui nécessitent immensément d'eau pour fonctionner, la pollution incontrôlée de nappes d'eau souterraine avec l'élevage industriel, la dégradation de la qualité voire la pollution irréparable de très nombreux ruisseaux, rivières, torrents, sources avec le rejet de produits nuisibles et toxiques par des industries inutiles...), du trou dans la couche d'ozone (même si certains hypocrites ayant signé les accords de Kyoto (11) agitent comme un pantin les USA « peu respectueux de l'environnement », du style « nous, on l'est » ! Quelle blague !), de la déforestation massive (qui condamne des terres cultivables entières à l'abandon, étant cuites par le soleil), de tous ces désastres qui tuent chaque jour un peu plus la terre, l'eau, l'air, qui assombrissent le futur d'un nuage radioactif et d'une pénurie d'eau potable

...

Pour toutes ces raisons mais aussi pour d'autres (lien entre le capitalisme et la montée du fascisme, le sexisme et toutes les oppressions, ...), il ne fait aucun doute sur l'efficacité du système capitaliste quant au bonheur collectif :

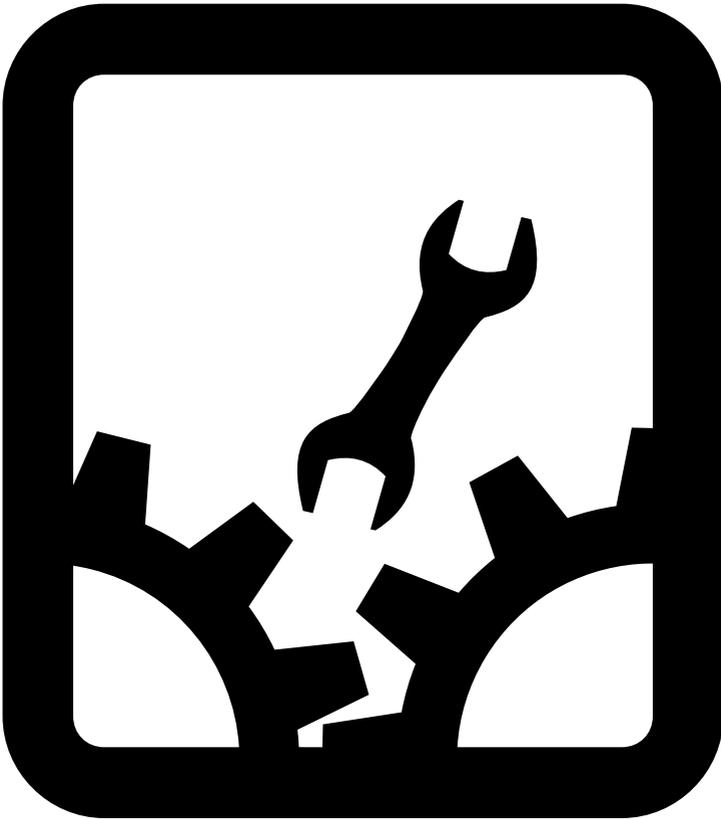
IM-PO-SSI-BLE ! Tant que capitalisme, hiérarchie, salaire, autorité il y aura, oppression, inégalités, souffrance, exploitation existeront.

Croire que notre quotidien peut s'améliorer notablement, que l'on peut changer la forme en gardant le fond ; enfin, attendre d'un système capitaliste et autoritaire une vie décente et libre.

CELA, c'est de l'UTOPIE!

Inversement, sans autorité ni hiérarchie, avec une pratique réelle et régulière de la solidarité, une égalité politique, sociale et économique, les conditions idéales sont réunies pour que n'importe qui puisse s'épanouir et vivre réellement sa vie ... Sans barrières, sans frontières et sans États, nous vivons dans un monde où la solidarité, l'égalité et la démocratie ne seront plus de vains mots clamés par des gouvernants et des patrons hypocrites ; la Terre ne sera plus un vivier de territoires à contrôler, à saccager, à asservir aux intérêts d'une minorité ... En bref, une utopie bien plus concrète et envisageable que celle qui prétend conjurer liberté et gouvernement, égalité et capitalisme, solidarité et hiérarchie ...

Agnés Rubiot (Décembre 2002).





(1). La Constitution de 1958 qui nous régit actuellement précise à son article 27 que « *tout mandat impératif est nul* ». Le mandat impératif, c'est l'engagement d'un élu à faire ce pour quoi il a été élu : ainsi, cela s'est d'ailleurs vérifié avec de Gaulle en 1960 (un élu a été interdit de réaliser ses promesses, réclamées par des agriculteurs), un politicien qui céderait à la pression de la rue et accomplirait ses promesses électorales serait même empêché de le faire par la Constitution ! Ne nous leurrions pas, le système est pourri à la racine même ...

(2). Notez que quel que soit votre camp, votre armée est toujours la meilleure et vous protège des autres armées qui sont « *méchantes-pas-gentilles* », surtout si elles n'ont pas les mêmes affinités politiques ou religieuses.

(3). Source : le Monde du 20 Février 2002, article de Ch. Le.

(4). La preuve, il a laissé entendre qu'il légaliserait le cannabis et qu'il était contre le Pen ...

(5). Le « *nous* » se veut impersonnel et généralisateur. Il y a bien entendu des individus, dont les anarchistes, qui ont une conception différente, celle du refus d'attendre d'un homme quelconque les ordres que celui-ci pourrait leur donner. C'est bien connu : tous les chefs ont tort !

(6). Notez la belle antithèse qui associe « *dirigeant* » à tous ces beaux qualificatifs !

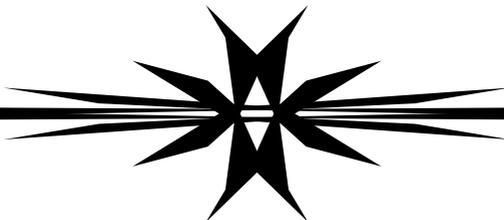
(7). Boutade de Bakounine, citée dans « *la science et la tâche révolutionnaire urgente* » de Kolokol, Genève, 1870.

(8). Le supposer est une utopie.

(9). Il existe des mots qui, associés ensemble, sont communément appelés des « *contraires* ». Ainsi, il ne peut y avoir de « *morts-vivants* », d'abattoirs qui « *tuent* » « *humainement* » ou encore de « *capitalisme à visage humain* ».

(10). « *Zombies* » de Kochise, tiré de leur disque « *Dans le meilleur des mondes* ».

(11). Notamment signés en 1997 par les grandes puissances industrielles, les Accords de Kyoto visent à réduire d'ici 2010 les rejets de CO2 dans l'atmosphère afin de ne pas agrandir le trou de la couche d'ozone. Seuls les USA n'ont pas signé et les pseudos-écologistes « *dénoncent* » à qui veut l'entendre les « *méchants-américains-qui-sont-pas-gentils-avec-la-couche-d'ozone* » : soyons réalistes, le capitalisme n'en a rien à carrer de l'écologie !



TOWARD A FREE AND EQUAL SOCIETY



WITH A NEW WORLD IN OUR HEARTS